

LA LETTRE d'ANNICK BILLON



ÉDITO

Électricité dans l'air

Le 6 mars dernier, la colère des élus vendéens a rapidement pris le pas sur la stupéfaction suite à la présentation, par le Préfet maritime de l'Atlantique, de la carte des zones propices pour le développement de l'éolien en mer. Des sentiments d'autant plus exacerbés que l'invitation à cette réunion qui impactera notre environnement nous est parvenue la veille.

Cela étant, la polémique née de cette présentation pose une nouvelle fois la question des énergies décarbonées et sa contrepartie : l'abandon des énergies fossiles. Quels efforts sommes-nous prêts à consentir pour réduire notre consommation de CO2 ?

Augmentation de la population, réindustrialisation de notre économie, abandon des énergies fossiles (mobilité, chauffage), ... nos besoins en électricité « verte » ne vont cesser de s'accroître dans les décennies à venir, jusqu'à 60 % d'électricité en plus. Aujourd'hui, 70 % de l'énergie électrique en France provient d'un parc nucléaire vieillissant. Aussi, pour répondre aux besoins futurs, le gouvernement français envisage de renforcer la filière nucléaire et de développer les énergies renouvelables, dont les parcs éoliens sur terre et en mer.

Si la Norvège peut faire office de bon élève, il convient de rappeler que l'un des principaux pays producteurs de pétrole, qui vise la neutralité carbone d'ici 2030, dispose d'une capacité hydroélectrique qui lui permet d'assurer plus de la moitié de ses besoins. Par ailleurs, sa densité démographique parmi les plus faibles d'Europe permet l'implantation de parcs éoliens sur des zones isolées (5,5 millions d'habitants sur 385 000 km² / France : 67 millions sur 672 000 km²).

Au Danemark, les éoliennes font partie du paysage urbain, notamment à Copenhague, comme les architectures modernes côtoient des bâtiments historiques. En France, il n'est pas toujours simple d'installer des panneaux photovoltaïques sur un toit à proximité de bâtiments anciens.

Sans prêter une quelconque supériorité à certains de nos voisins, il est cependant possible de s'en inspirer comme d'autres départements français pourraient prendre exemple sur la Vendée.

En effet, notre département a déjà entamé un virage vers les énergies décarbonées. La contestation de la carte des zones propices pour le développement de l'éolien en mer ne constitue donc pas une posture mais plutôt une réserve en raison de l'implantation en cours d'un premier parc éolien entre Yeu et Noirmoutier. La façade maritime est suffisamment étendue pour permettre une répartition des sites éoliens dans les régions. La Vendée a également fait le pari de l'hydrogène en soutenant et accueillant l'entreprise Lhyfe. L'expérimentation menée dans les marais de Bouin devrait ainsi permettre une exploitation industrielle en mer. Lors du dernier Conseil Départemental décentralisé à Talmont-Saint-Hilaire, il a été annoncé le projet d'une centrale de production électrique houlomotrice (création d'énergie à partir des vagues et de la houle) à Port Bourgenay. Par ailleurs, le SYDEV (Syndicat Départemental d'Énergie et d'équipement de la Vendée) et ses partenaires accompagnent les collectivités et les entreprises dans la transition énergétique et le développement des énergies renouvelables (bois, géothermie, solaire thermique, récupération de chaleur fatale).

En mer ou sur terre, l'éolien, comme toute production d'énergie, fait débat. Des villages ont été inondés pour créer des retenues d'eau, nous voulons bien accepter des centrales nucléaires chez notre voisin... Nous ne pouvons que constater que les centrales électriques impactent déjà notre environnement, nos paysages. Aussi, que sommes-nous prêts à tolérer pour produire une énergie décarbonée ? Que pensent nos enfants ?

Et puisque l'énergie la plus propre et la moins visible restera celle que nous ne consumerons pas, usons d'abord de la sobriété avant d'engager le débat !

CONSULTATION DESEUS

ÉLUS LOCAUX VOTRE AVIS INTÉRESSE LE SÉNAT



Complémentaires santé

Certaines collectivités territoriales (principalement des communes, mais aussi des intercommunalités, des départements et des régions) ont fait le choix de négocier pour leurs habitants une complémentaire santé assortie de tarifs accessibles. Dans un contexte marqué par des hausses de tarifs préoccupantes pour certaines catégories d'assurés, plus particulièrement pour les retraités, la mission d'information « Complémentaires santé, mutuelles : l'impact sur le pouvoir d'achat des Français » a besoin de témoignages d'élus afin d'établir avec eux un bilan de ces initiatives locales.

[Participer à la consultation](#)

Situation des EHPAD

La commission des affaires sociales a lancé une mission d'information sur la situation des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

[Participer à la consultation](#)

Engagement politique et Handicap

Pour faire suite à l'audition de l'Association pour la prise en compte du handicap dans les politiques publiques et privées (APHPP) par le groupe d'études sur le handicap du mercredi 27 mars, je vous prie de trouver ci-dessous le lien vers un questionnaire visant à recenser les personnes en situation de handicap élues ou candidates à une élection. L'enquête est ouverte jusqu'au 1er juin.

[Participer à la consultation](#)

AU SÉNAT

Formation et autorité des enseignants



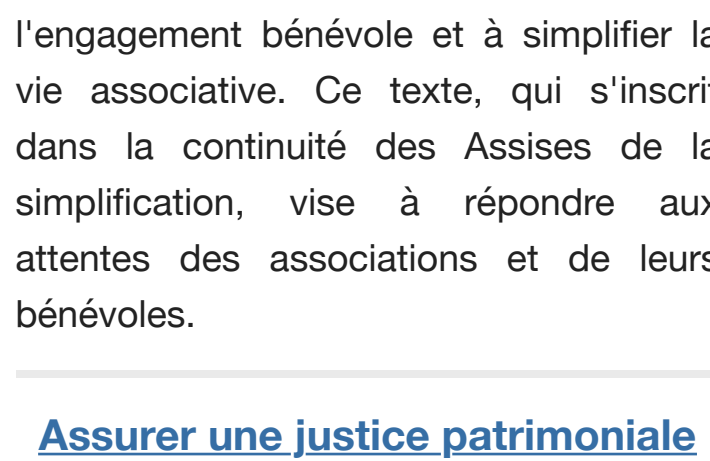
La commission de la Culture, de l'Éducation, de la Communication et du Sport m'a nommée rapporteure de la mission d'information « Formation et autorité des enseignants ».

Renforcement de la sûreté dans les transports



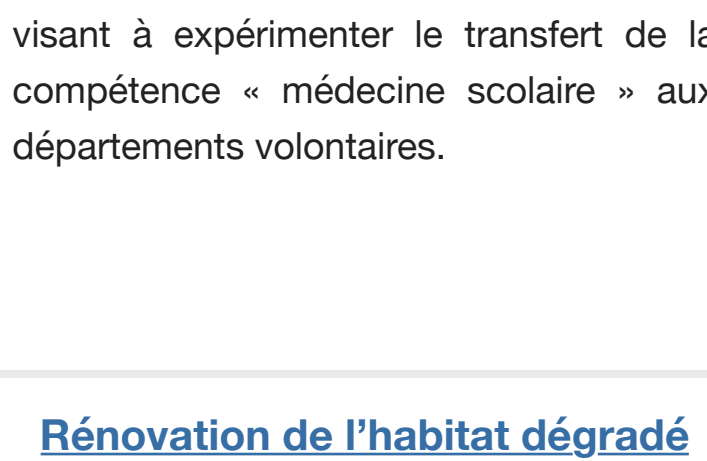
Mardi 13 février 2024, le Sénat a adopté, en première lecture, une proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports.

Maîtrise d'ouvrage pour les communes rurales



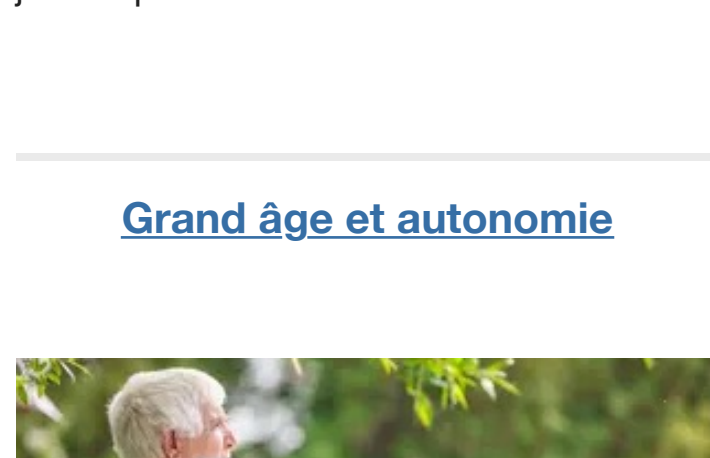
Le Sénat a voté le 14 février 2024, en première lecture, la proposition de loi créant une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage pour les communes rurales.

Ouverture d'un débat sur le congé menstruel



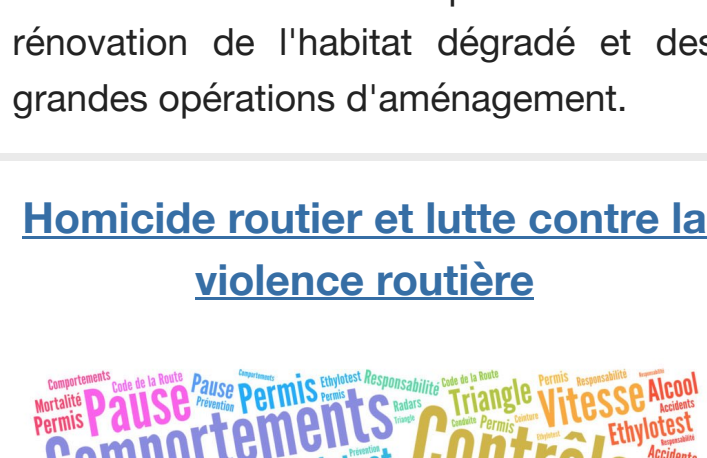
Le 15 février 2024, le Sénat a examiné une proposition de loi visant à améliorer et garantir la santé et le bien-être des femmes au travail, dans le cadre de l'ordre du jour réservé au groupe Socialiste, Écologiste et Républicain.

Inscription de l'IVG dans la Constitution



Lundi 4 mars 2024, la France est devenue le premier pays à inscrire le droit à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) dans sa Constitution.

Statut de l'écu local



Cosignée par 314 sénatrices et sénateurs, la proposition de loi (PPL) portant création d'un statut de l'écu local a été adoptée à l'unanimité, en première lecture, au Sénat le jeudi 7 mars.

Adoption d'une nouvelle loi sur les violences intrafamiliales



Mardi 12 mars 2024, le Sénat a adopté le texte de compromis issu des travaux de la commission mixte paritaire (CMP) sur la proposition de loi visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales.

Accord bilatéral de sécurité France - Ukraine



Mercredi 13 mars, un débat, suivi d'un vote, s'est tenu sur l'accord bilatéral de sécurité signé le 16 février dernier entre les présidents Emmanuel Macron et Volodymyr Zelensky.

Adoption d'une proposition de loi visant à simplifier la vie associative



Le 14 mars 2024, le Sénat a adopté une proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative. Ce texte, qui s'inscrit dans la continuité des Assises de la simplification, vise à répondre aux attentes des associations et de leurs bénévoles.

Transfert de la médecine scolaire aux Départements



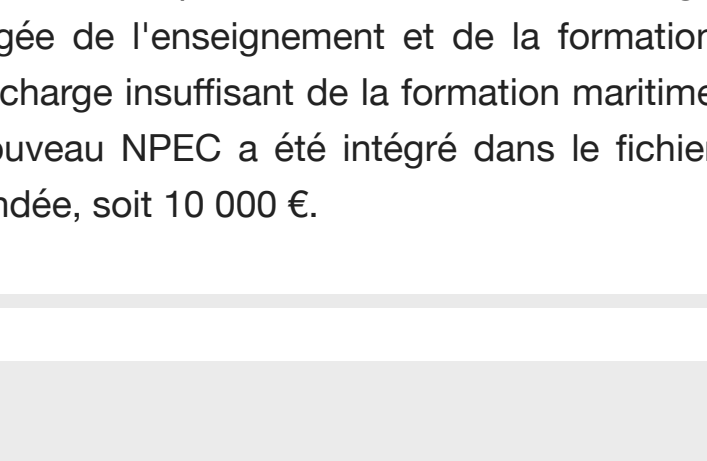
Mercredi 20 mars, le Sénat a adopté en première lecture la proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires.

Assurer une justice patrimoniale au sein de la famille



Le 20 mars 2024, le Sénat a adopté une proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille.

Rénovation de l'habitat dégradé



Mercredi 27 mars, le Sénat a voté définitivement le projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement.

Grand âge et autonomie



Mercredi 27 mars 2024, lors de son examen en séance publique, en adoptant les conclusions de la commission mixte paritaire, le Sénat a définitivement adopté la proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir et de l'autonomie.

Homicide routier et lutte contre la violence routière



Mercredi 27 mars, le Sénat a adopté la proposition de loi créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière. Ce texte vise à instaurer des qualifications spécifiques, distinctes de l'homicide involontaire et de l'atteinte involontaire à l'intégrité de la personne.

GROUPE D'ÉTUDES MÉTIERS D'ART



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Questions en attente de réponse

- [Traitement inégal entre le secteur agricole et le secteur du bâtiment et des travaux publics](#)
- [Situation alarmante de la santé mentale en France Allègement du programme d'examen de la spécialité de sciences économiques et sociales au baccalauréat 2024](#)
- [Situation économique des centres de santé associatifs de l'aide à domicile en milieu rural](#)
- [Avenir de l'association Asalée](#)
- [Survie du régime additionnel de retraite de l'enseignement privé](#)

Questions avec réponse

- [Droits des personnes en situation de handicap](#)
- [NPEX CAP Maritime](#)

Par un courrier du 17 novembre 2023, j'avais interpellé le secrétaire d'État chargé de la mer et la ministre déléguée chargée de l'enseignement et de la formation professionnels sur le niveau de prise en charge insuffisant de la formation maritime en apprentissage. Au 02/04/2024, le nouveau NPEX a été intégré dans le fichier France Compétences à la hauteur demandée, soit 10 000 €.

EN VENDÉE

Un nouveau restaurant scolaire à Brem-sur-Mer



Samedi 10 février, j'ai participé à l'inauguration du nouveau restaurant scolaire de Brem-sur-Mer.

Première pierre d'un complexe sportif à Soullans



Samedi 16 mars, j'étais présente à Soullans, à l'invitation de monsieur le maire Jean-Michel Rouillé, pour la pose de la première pierre d'un complexe sportif.

Inaugurations d'équipements sportifs



J'ai eu le plaisir d'inaugurer récemment deux nouveaux équipements sportifs : un terrain de rugby synthétique à Saint-Hilaire-de-Riez et un city-stade à la Caillière-Saint-Hilaire.

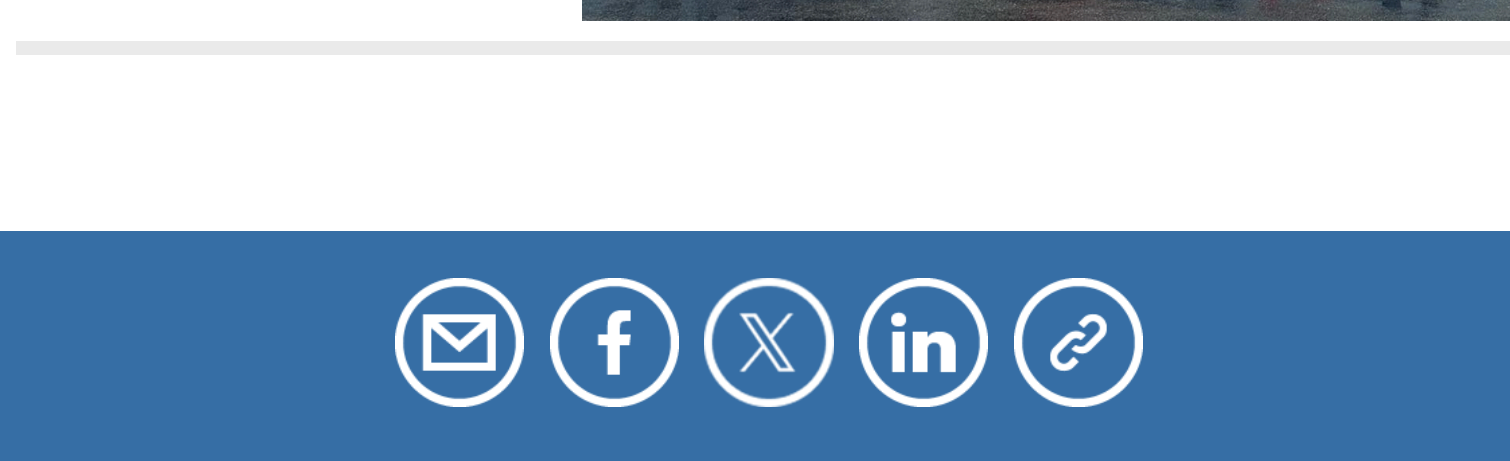
Visite de communes



Engagée dans une promotion de l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale (IHEDN), il m'est plus difficile d'aller cette année à votre rencontre dans les communes de Vendée. Cependant, j'ai tâché de mettre à profit la dernière suspension des travaux en séance publique pour rencontrer des nouveaux maires : Jennifer Boileau-Libaud au Givre, Annie Renouf à Poiroux, Alain Rochereau à Saint-Avaugourd-des-Landes et Camille Fontaine à Benet. Les élus de Maille, Le Mazeau et l'Ile-d'Elle m'ont également accordé de leur temps pour présenter les projets et réalisations de leur commune, évoquer des sujets de préoccupation et des réflexions qui alimentent mes missions de parlementaire.

À LA RENCONTRE DES ENTREPRISES

Visite de Spiru Champi & Cie



Mercredi 21 février 2024, je suis allée à la rencontre de Ludovic Bzdrenga, producteur de spiruline et de champignons à Saint-Georges-de-Montaigu.

Visite de MSM ingénierie

Vendredi 23 février, j'ai visité l'entreprise MSM ingénierie. L'entreprise basée aux Acharde est spécialisée dans la réalisation de convoyeurs et d'équipements ergonomiques pour les secteurs de la logistique, de l'industrie et de l'agroalimentaire.

